

On relève enfin dans quelques cas, l'amalgame malheureux, sinon malveillant entre les attentats contre le m.r.a.p. et celui commis contre le local de la compagnie d'aviation sud-africaine, « South-African Airways ». Plus troublant et fort regrettable : *Le Nouvel Observateur* qui ne souffle mot des attentats dont est victime le Mouvement choisit cette période pour l'attaquer de façon tout à fait injustifiée, en prétendant que le m.r.a.p. aurait pour but de supprimer le racisme par la répression et l'intolérance. Profitons-en pour rappeler que la loi a pour but de permettre à la société et à des personnes de se protéger contre le racisme, et non pas de changer les mentalités, ce qui est un autre aspect de la lutte. Faut-il regretter que les antiracistes et les victimes de discriminations ne soient plus, aujourd'hui, disposés à se laisser insulter ou maltraiter sans réagir ?

Les attentats contre le m.r.a.p., qui avaient mis le néo-nazisme à la une des journaux, au début de l'été, ne sont pas des faits isolés. L'actualité du mois d'août l'a abondamment prouvé. Affaire Kappler, ce SS évadé d'Italie, parution, en R.F.A., d'un film scandaleusement indulgent sur le chef du troisième Reich sous le titre « Hitler une carrière », attentats du groupe Peiper contre la statue du maréchal Leclerc, attentats nazis contre les locaux de partis de gauche à Chalons-sur-Saône ou contre le consulat d'Italie, à Paris, déclaration de Willy Brandt, chef du parti social-démocrate de R.F.A., s'inquiétant des activités nazies dans son pays, tous ces faits ont trouvé un large écho dans la presse parlée et écrite. Bien entendu, tout n'est pas à mettre sur le même plan et si Paris-Match et L'Express ont tous les deux fait de Hitler leur couverture, le contenu était fort différent. On ne peut évidemment pas se féliciter de l'article qui, dans Paris-Match, résume le personnage de Hitler à la révolte qu'il aurait ressentie contre un père trop sévère et une « touchante » piété filiale à l'égard de sa mère. Une chose, néanmoins est sûre, la recrudescence des activités fascistes ne laisse plus la presse indifférente.

Victoire de la lutte antiraciste menée par le m.r.a.p. et, bien au-delà de lui, par de très nombreuses forces démocratiques et antifascistes, signe de l'écho chaque jour plus grand que rencontre l'idéal de l'amitié entre les peuples, l'intérêt nouveau de la presse pour ces questions ne doit cependant pas faire illusion. Un seul quotidien a évoqué les graves menaces de mort reçues au m.r.a.p. une semaine après les attentats. Pour l'information, comme pour le reste, l'antiracisme est un combat.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

l'apartheid et la france

« La France n'a jamais eu de politique africaine cohérente [...] Ses trois embargos successifs sur les livraisons d'armes en Afrique du Sud ont été un summum d'hypocrisie ». Voilà ce que l'on pouvait lire dans un journal progouvernemental d'Accra, la capitale du Ghana, au moment où le ministre Louis de Guiringaud y achevait une visite officielle qui était une des étapes de son périple africain de l'été. On se rend compte à quel point la politique sans principe de soutien à l'apartheid, en dépit des dénégations répétées, nuit à l'image de la France et à ses intérêts, en même temps qu'elle renforce la tyrannie barbare des nazis de l'apartheid.

Au même moment, des informations émanant des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Union Soviétique faisaient état d'un danger imminent de voir l'Afrique du Sud construire la bombe atomique, ce à quoi le ministre répondait vertueusement que si l'information était exacte, il ne pourrait « que condamner une telle initiative ». L'agence Tass, largement reprise par la presse africaine précisait alors sa pensée en mettant directement en cause la collaboration nucléaire franco-sud-africaine. Ce à quoi M. de Guiringaud répliquait également : « Il s'agit de bobards diffamatoires ».

des bobards diffamatoires ?

La collaboration nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud ne date pas d'aujourd'hui, même si elle a pris dans la dernière période des proportions particulièrement importantes. Bien sûr, la France n'est pas seule en cause, la R.F.A., les U.S.A., Israël, notamment ont efficacement contribué à doter l'Afrique du Sud d'une industrie nucléaire de pointe et d'une technologie avancée. M. de Guiringaud n'apprend rien non plus lorsqu'il suggère que la France n'a pas livré une « usine à bombes atomiques » ! Ce que nul ne peut contester, cependant, c'est que l'aide occidentale a permis à l'Afrique du Sud de construire son industrie nucléaire, que la France y a contribué pour une part décisive notamment en formant depuis 1959 des atomistes sud-africains et que c'est à partir de ce développement que le pouvoir raciste est en mesure, aujourd'hui, de faire planer une menace atomique sur la région.

Au début de l'année, une mission française était l'invitée officielle du gouvernement sud-africain. Elle comprenait, entre autre, quatre généraux, un administrateur civil du ministère de la défense, le directeur-adjoint du commissariat à

l'énergie atomique, un conseiller d'Etat, des membres de l'Institut des Hautes Etudes de Défense d'Etat, des membres de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale. A une question écrite posée par M. Montdargent, député, le ministre répond : « Les participants ont effectué ce déplacement à titre purement personnel », déplacement qu'il qualifie ailleurs de « visite touristique » !

Quelques jours après que les ministres des Neuf soient tombés d'accord « pour passer des paroles aux actes » dans la lutte contre l'apartheid, on annonce la signature du plus important contrat de fourniture d'uranium jamais signé, un contrat à long terme portant sur 10 000 tonnes fournies à prix réduit par l'Afrique du Sud en échange de prêts sans intérêts destinés à accélérer la mise en marche de nouvelles mines, et donc apportant une aide précieuse à l'industrie nucléaire sud-africaine.

La France se trouve également à la pointe d'une politique qui consiste à condamner les bantoustans côté cour, et à y investir massivement côté jardin. La finalité de cette politique est de donner, à moyen terme, les possibilités d'une nouvelle campagne en faveur de la reconnaissance des bantoustans, présentés alors comme des « Etats » économique-

ment viables. C'est ainsi que l'A.F.A.S.P.A. (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique) a révélé à la fin du mois de juillet que les « Grands Travaux de Marseille » avaient signé un contrat pour la construction d'un port au Transkei, c'est ainsi que Peugeot a déplacé son usine de cycles de Johannesburg dans la zone industrielle de Babelegi, dans le bantoustan du Bophutatswana.

Mais l'hypocrisie a toujours été le point fort d'une politique qui n'ose pas se dire car elle contrevient avec cynisme aux droits de l'Homme et à l'intérêt même de la France. Un expert des Nations Unies, M. Jean Gervasi, a récemment révélé que l'arsenal de l'Afrique du Sud, qui s'est constitué avec l'aide des pays occidentaux, dépassait de loin ce que l'on en savait jusque là. C'est ainsi qu'il faut plus que doubler le nombre des hélicoptères fournis par la France, par rapport aux chiffres que l'on avançait. Tout cela donne une image impressionnante de la force agressive de l'Afrique du Sud, ainsi que des responsabilités françaises.

Sans doute est-ce aussi la raison pour laquelle, M. Mwale, ministre des Affaires Etrangères de Zambie, a tenu à répondre à M. de Guiringaud qui l'assurait du respect futur de l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, que la même promesse avait été faite au Président Kaunda par M. Georges Pompidou... en 1970. Le ministre zambien rappelait en outre le rôle de la société Total dans l'approvisionnement en pétrole des racistes rhodésiens et cela en contre-venant des sanctions votées par la France. Ce à quoi Louis de Guiringaud répondait en déclarant piteusement que Total ne fournissait que... 20 % du pétrole consommé sur le territoire !

contre le sport

Dans la petite chronique de la collaboration, avec l'Afrique du Sud il faut, une fois de plus, évoquer l'éternel Ferrasse, président de la Fédération Française de Rugby, qui a décidé d'accompagner cinq joueurs français à Prétoria pour l'inauguration du nouveau stade Loftus Versfeld. Ces cinq joueurs, Rives, Cholley, Paco, Averous et Mazas, faisaient partie, pour l'occasion, d'une équipe baptisée « Reste du monde », ce qui en dit long sur la psychologie qui présidait à la rencontre. Personne, en tout cas, ne tirera fierté d'avoir participé à l'inauguration d'un stade où un Blanc ne peut s'asseoir à côté d'un Noir, où un club ne peut sélectionner ses membres qu'en conformité avec les lois racistes en vigueur. Mais sans doute y a-t-il des sportifs qui ne cherchent pas que la gloire !

droit et liberté n° 361 septembre 1977

les amis de l'apartheid

Le maintien d'une politique de soutien à l'apartheid de la part du gouvernement français s'inscrit dans la perspective plus générale de sa politique africaine qui vise à freiner au maximum la volonté d'indépendance effective des peuples afin de maintenir et de faire prospérer les intérêts de quelques firmes bien implantées, notamment dans les pays qui ont pris la place des anciens territoires de l'empire colonial. Dans cette optique, et pour justifier cette politique, on utilise une double stratégie : on multiplie les protestations d'antiracisme, les condamnations verbales de l'apartheid pour se concilier les Etats de l'Afrique indépendante, mais dans le même temps, on tolère ou l'on suscite propagande et manœuvres visant à accréditer l'idée que l'Afrique du Sud est un pays comme les autres, ou que s'y joue le sort du « monde libre ».

Passons sur l'engouement permanent de la presse d'extrême-droite qui y trouve depuis peu un cheval de bataille de choix. Plus inquiétantes, les prises de positions répétées d'un journal comme *Le Figaro*, les émissions de télévision ou de radio qui donnent la parole à des témoins comme Chris Barnard, sans qu'à aucun moment les victimes d'une politique dont il fait l'apologie ne puissent lui répondre.

Il y a également, dans les milieux de la majorité, quelques personnalités qui se sont fait une réputation dans la défense et l'illustration de l'apartheid. M. Médécin, ministre du Tourisme et maire de

Louis de Guiringaud face à l'Afrique



Nice en est le plus connu. L'ex-O.A.S., Jacques Soustelle vient de se découvrir là une nouvelle croisade.

Invité du Département sud-africain de l'Information, ce paladin de l'Occident chrétien a, lui aussi, souligné le « manque de cohérence de la politique française en Afrique », mais pour regretter qu'elle soit si unilatéralement « anti-sud-africaine ». Il a notamment condamné le fait que « la France s'aligne sur les positions des Nations-Unies au sujet du Sud-Ouest Africain » (que tout le monde, à part les tenants de l'apartheid, appelle désormais « Namibie »). Après avoir ainsi pris fait et cause pour l'occupation illégale de ce territoire par les racistes, il a assuré ses hôtes qu'à son retour, il ferait en sorte que la France ait une politique « plus claire et plus efficace ». Tout cela en présence de M. Jean Michel, délégué de l'ambassade de France pour l'occasion.

Il est assez rare qu'un député français puisse se permettre de critiquer la politique de son pays lors d'un déplacement à l'étranger sans qu'il soit vertement remis en place par le gouvernement. Il faut croire que les critiques de M. Soustelle n'ont pas froissé outre mesure le ministre des Affaires Etrangères qui est resté coi, pas davantage le premier Ministre qui a reçu M. Soustelle à son retour.

De même que des appréciations aussi compréhensives à l'égard du régime le plus absolument raciste ne semblent pas provoquer de vigoureuses protestations de la part de la L.I.C.A. (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) au comité central de laquelle participe M. Soustelle. Il est vrai qu'alors, un vigoureux coup de balai s'imposerait, à commencer par M. Giniewski, collaborateur régulier du *Droit de Vivre*, organe de la L.I.C.A., dont les ouvrages sur l'Afrique du Sud sont distribués gratuitement par l'ambassade de ce pays, ou par Mme Thérèse Roméo, maire-adjoint de Nice, qui a jumelé sa ville avec Le Cap.

A Lagos où vient de se tenir une conférence internationale de l'O.N.U. contre l'apartheid, c'est l'intérêt national de la France, en même temps que l'amitié entre les peuples que défendait le m.r.a.p., par l'intermédiaire de son représentant, Jean-Pierre Garcia, secrétaire national, en demandant l'arrêt effectif de toute livraison d'armes à l'Afrique du Sud, la cessation de toute collaboration nucléaire et l'annulation du contrat conclu par Framateg, en condamnant des investissements qui ne font qu'aggraver l'exploitation du peuple sud-africain et dont les profits immoraux n'apportent rien à l'écrasante majorité des Français. Car il y a aussi, de plus en plus nombreux, en France, des antiracistes.

Racine MAIGA